



Ces initiatives visent aussi à créer une nouvelle police.

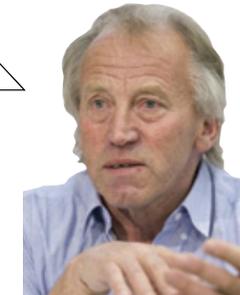
PHILIPPE BAUER
CONSEILLER NATIONAL PLR
NEUCHÂTEL

LE FACE-À-FACE

Agriculture: faut-il accepter les initiatives?

Nous renforçons les liens entre paysans et consommateurs.

FERNAND CUCHE
AGRICULTEUR, ANCIEN
CONSEILLER NATIONAL VERT



DEUX TEXTES TRÈS ANTILIBÉRAUX

Il convient aujourd'hui de ne pas se tromper de cible. En effet, si le contre-projet à l'initiative des milieux agricoles pour la «sécurité alimentaire» accepté en 2017 et qui visait à assurer l'approvisionnement de notre pays en denrées alimentaires de qualité et à mieux définir les conditions-cadres de notre agriculture était acceptable, je ne peux aujourd'hui que combattre ces deux nouvelles initiatives très antilibérales. Toutes deux ne visent en effet qu'à surréguler, surcontrôler et surprotéger un mar-

ché qui aujourd'hui déjà fait l'objet d'une pléthore de lois, d'ordonnances, de règlements et de directives. Ces deux initiatives conduiront de plus sans aucun doute à réduire la diversité de l'offre de produits agricoles dans notre pays où les consommateurs doivent pouvoir choisir ce qu'ils veulent manger et boire. Ces initiatives visent aussi à créer une nouvelle police contrôlant tous les produits alimentaires vendus dans notre pays avec le risque que cela génère une augmentation sensible des prix. Elles violent aussi sans aucun doute – même si c'est aujourd'hui la mode – le droit commercial interna-

tional et en particulier l'accord agricole conclu avec l'Union Européenne. Elles limiteront enfin sans aucun doute les capacités d'innovation et concurrentielles de notre agriculture en régulant encore plus les conditions de travail du personnel agricole. Notre agriculture devant, comme toutes les professions et toutes les activités économiques, sans cesse se repenser, ne lui imposons pas de nouvelles contraintes administratives. Elle n'en a pas besoin! Alors 2 x non!

Le dimanche 23 septembre, le peuple suisse votera sur deux initiatives ayant trait à l'agriculture. La première préconise des denrées saines et produites dans des conditions équitables et écologiques, la seconde la souveraineté alimentaire.

BRISER UN TABOU

En septembre 2017, le peuple accepte massivement l'article constitutionnel sur la sécurité alimentaire. Dans les semaines qui suivent, le conseiller fédéral Schneider-Ammann décline sa vision de l'agriculture jusqu'en 2022: plus de marché, plus de compétitivité, plus d'innovations techniques. C'est l'incompréhension. Le sondage du 17 août révèle un engouement pour les deux initiatives. Si elles sont acceptées, elles briseront un

tabou qui consiste à nous faire croire qu'un marché totalement libéralisé, avec des traités commerciaux signés aux quatre coins du monde, permet d'offrir une alimentation saine et suffisante à tous. Plus sérieusement elles permettront de consolider et de développer une agriculture paysanne de proximité, à l'écoute des consommateurs, respectueuse de l'environnement et des animaux, seule garante d'une véritable sécurité de l'approvisionnement. Comme nous importons près de 50% des calories nécessaires, le marché suisse reste ouvert aux importations pour des aliments produits durablement.

Une alimentation plus chère? Selon l'Office fédéral de la sécurité alimentaire, «il ne serait pas sérieux de dire ce qui, en cas de oui, deviendrait beaucoup plus cher. Car cela dépendrait également de la manière dont le Parlement mettrait en œuvre l'initiative.» Selon nos calculs si le prix du blé est quasi doublé pour les paysans, le consommateur paiera 7 centimes de plus par jour pour le pain, le prix de la matière première jouant un rôle mineur dans la formation du prix à la consommation. Idem pour le lait. Avec ces deux initiatives nous renforçons durablement les liens entre paysans et consommateurs.